

I'm not robot  reCAPTCHA

Continue

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, tel qu'il est contenu dans le rapport de la Commission mondiale des Nations Unies pour l'environnement et le développement, connu sous le nom de rapport Brundtland, dont le terme est apparu pour la première fois en 1987. Le développement durable est considéré par les experts comme une nouvelle perception de l'intérêt commun appliqué à la croissance économique et révisé à l'échelle mondiale pour tenir compte des aspects environnementaux et sociaux de la planète mondialisée. Elle est devenue la matrice d'une économie universelle où les frontières entre états n'existent plus. Cette nouvelle vision est une exigence vitale que l'avenir est en jeu aujourd'hui. Il est donc essentiel d'expliquer à la population les enjeux et les implications économiques de la solidarité citoyenne. Aujourd'hui, le commerce responsable et équitable, la solidarité touristique, le tri sélectif, le recyclage et le recyclage des déchets et les énergies renouvelables sont considérés comme des activités économiques qui offrent des alternatives au changement et au soutien de l'ensemble de la population à travers le monde. Ces niches rapportent des milliards de dollars, et de nombreux pays du sud ont profité de ces opportunités, malheureusement non négligeables, et non de l'Algérie, le plus grand pays d'Afrique, et ce malgré la splendeur de ses sites, la fertilité de ses plaines et la fertilité de ses montagnes, ainsi que son soleil de feu. L'économie de la solidarité, modèle pour l'Algérie d'aujourd'hui, est tiré par un modèle de développement basé principalement sur des ressources naturelles limitées, un partage des richesses écologiquement très pollué et injuste, ajoutant à la crise financière à laquelle est confronté

l'ensemble du pays causé par cette dépendance à une seule ressource dont les revenus ont baissé ces dernières années et qui ont eu de graves conséquences pour l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie quotidienne. l'avenir du pays dans une position incertaine. Bien qu'il ne manque pas de réunions, de conférences, de débats, de forums et de foires publicitaires sur la façon de sortir de cette dépendance aux combustibles fossiles, et même si une décision est prise sur la nécessité d'une alternative économique, la volonté d'apporter des changements et de sortir de cette situation, l'État n'a pas encore été en mesure de développer une stratégie de développement fiable, sachant que les actifs sont divers et diversifiés et juste en attente de leur Sinon. Lors d'un récent symposium à l'Université Muludja Maameri de Tisi Uzu intitulé L'économie de la solidarité, les intervenants ont noté que la stratégie de développement durable de l'État était insuffisante et audacieuse, puisque les entreprises algériennes n'étaient liées par aucun avantage ou n'étaient pas du tout impliquées dans le développement durable, et que les inégalités réelles et l'écart de développement entre elles étaient visibles et remarquables à l'œil nu, qui conduisent systématiquement à l'inégalité sociale. Par conséquent, si une stratégie nationale de développement durable réussie est possible, les politiques doivent être fondées sur les nouvelles réalités mondiales du changement climatique, de la déforestation, de la perte de biodiversité et des écosystèmes, des inégalités socio-économiques entre les populations et les régions. Ils devraient se concentrer sur une économie verte et équitable et offrir un plan commun à tous les acteurs économiques et les aider à structurer leurs projets de développement durable. Ainsi, une stratégie bien étudiée qui tienne compte des réalités sociales, économiques, culturelles et environnementales du pays assurerait le développement d'une économie rationnelle dans l'exploitation des ressources naturelles, une répartition équitable des richesses, la protection de l'environnement et une vie saine pour tous. Toutefois, l'adoption d'une telle stratégie de développement et la création de divers ministères concernés semblent par tous les moyens constituer une étape importante vers l'examen approprié du développement durable par le Gouvernement algérien. L'économie algérienne est confrontée à d'importants défis en raison de sa forte dépendance à l'égard des hydrocarbures, qui représentent 37 pour cent du produit intérieur brut, 60 pour cent des recettes et 97 pour cent des recettes d'exportation. Dans le même temps, l'Algérie est confrontée à une urbanisation rapide, à une surexploitation de ses ressources naturelles et à un risque élevé de tremblements de terre, d'inondations et d'incendies affectant la qualité de vie de ses citoyens. La riche biodiversité du pays est vulnérable à diverses pressions d'origine humaine, ainsi qu'à la désertification et à l'érosion des zones côtières, phénomènes exacerbés par le changement climatique. Ces dernières années, l'Algérie s'est concentrée sur la création des conditions d'une meilleure gestion des questions environnementales grâce à de nombreuses mesures de conservation et de protection. Le PNUD contribue aux efforts du Gouvernement algérien pour l'accent sur le soutien des changements structurels en faveur du développement durable. Le PNUD contribue à renforcer la capacité des principaux acteurs nationaux et locaux à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des plans de gestion durable pour les écosystèmes naturels et urbains afin d'accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Qu'en est-il du développement durable en Algérie ? Sofiane Baba et Sofiane Baba sont professeurs de gestion stratégique à l'École de gestion de Sherbrooke. Ses recherches portent, entre autres, sur la gestion du développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Jacob Prescott est consultant international en développement durable et professeur auxiliaire à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est l'un des principaux architectes de la stratégie biodiversité et de la première stratégie de développement durable du Québec et assiste le gouvernement algérien dans son approche du développement durable. La façon dont les sociétés modernes perçoivent le développement économique et la création de richesses n'est plus socialement et écologiquement viable. Bien que ce ne soit pas récent, l'urgence est palpable. Les inégalités inquiétantes, les émissions de gaz à effet de serre, la pollution des sols, l'acidification de l'eau, l'érosion de la biodiversité et les déchets sont autant de questions qui remettent en question la cohabitation, la viabilité de nos sociétés, voire la vie humaine sur Terre. L'Algérie n'a pas fait exception à cette réalité et, en tant que pays émergent, doit élaborer une stratégie claire pour le développement durable. Par-dessus tout, elle doit être intégrée dans tous les domaines politiques et accompagnée d'investissements importants pour faciliter sa mise en œuvre. C'est souvent à ce niveau que les pays sont incapables d'entrer sur la voie du développement durable. En 2015, l'Algérie a adopté 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Le pays a également ratifié l'accord historique de Paris (cop 21, 2015) et s'est engagé à contribuer aux efforts collectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter au changement climatique. Toutefois, ces engagements peinent à s'intégrer dans une perspective plus holistique qui répond aux attentes de la population. Par exemple, dans le contexte de l'annonce récente de la reprise de l'exploitation du gaz de schiste sans aucun débat social ou politique, nous pouvons continuer à remettre en question la durabilité du développement de l'Algérie. Néanmoins, les grandes lignes de la stratégie ont déjà été mises en œuvre dans cette direction. développement durable pour 2018-2035. Le contexte sociopolitique récent du pays ignore cette stratégie importante, qui est très conforme aux aspirations du peuple algérien, exprimée en particulier par l'hirac. Dans cette contribution, nous voudrions rappeler les contours du projet de stratégie nationale de développement durable, souligner son importance et le conclure par quelques recommandations selon lesquelles l'Algérie serait pleinement sur la voie du développement durable. La Stratégie nationale de développement durable et son plan d'action pour la période 2016-2018, grâce au soutien technique du Programme algérien d'appui aux politiques du secteur en Algérie (PAPSE) et au soutien financier de l'Union européenne, le Ministère algérien de l'environnement et des énergies renouvelables (MEER), ont élaboré un projet de stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable (SNEDD) et mis à jour le Plan national d'action pour l'environnement et le développement durable (NEDP). Ces documents d'orientation, qui sont actuellement examinés par le Gouvernement, sont le résultat d'efforts conjoints importants au sein de l'IER et au niveau interinstitutionnel. Ils constituent la base des programmes budgétaires du MEER et de ses principaux partenaires dans l'approche nationale du développement durable. Cette stratégie nationale de développement durable est née après trois phases impliquant de nombreux scientifiques, dirigeants et experts, tant nationaux qu'internationaux. Dans la première phase en 2016 et 2017, les membres du Comité stratégique meer et les membres du Comité national d'examen de la PNAEDD se sont mis d'accord sur un cadre stratégique pour le SNEDD et son PNAEDD quinquennal. Présentée comme une structure synoptique, cette structure stratégique identifie les principaux thèmes et axes, objectifs, actions et activités que le gouvernement considère comme une priorité d'ici 2035. Ce premier travail a jeté les bases d'une compréhension commune de ce que devrait être le développement durable en Algérie. Dans la deuxième phase, après la mobilisation d'un expert international en juillet 2018, le projet SNEDD a été développé. Sur la base du cadre stratégique et à la lumière de la Constitution nationale, de la présidence du Programme de la République et du nouveau modèle de croissance économique, le pays du SNEDD propose un concept et des objectifs de développement reflétant à la fois les aspirations nationales de l'Algérie et les obligations environnementales internationales. développement durable. La Stratégie nationale algérienne pour l'environnement et le développement durable rappelle les huit principes généraux de protection de l'environnement consacrés par la loi algérienne en 2003, sur lesquels le Gouvernement est tenu de fonder ses actions. Le SNEDD prend également en compte les objectifs exprimés dans diverses stratégies et plans d'action nationaux de l'industrie en matière d'environnement et de développement durable, et se présente comme un outil de planification stratégique intégratif. Le SNEDD s'appuie sur l'économie verte et circulaire comme moyen de développement économique et de diversification pour améliorer la qualité de vie de tous les Algériens en termes d'égalité et de lutte contre les inégalités. Il met l'accent sur la sécurité alimentaire, la résistance à la désertification et au changement climatique, la préservation du capital naturel national et une meilleure gouvernance. Dans la troisième et dernière phase de l'automne 2018, le gouvernement algérien PNAEDD a été mis à jour conformément à la loi sur l'environnement. Ce projet de plan d'action, élaboré en consultation avec les ministères, les branches et les agences intéressées, est basé sur les dernières données sur l'état de l'environnement et les principaux problèmes environnementaux et socio-économiques de l'Algérie. Il donne un aperçu des coûts des dommages environnementaux causés par les activités humaines et du coût du rétablissement. La PNAEDD mise à jour identifie les actions prioritaires et les activités clés prévues pour les cinq prochaines années. Il identifie les intervenants impliqués dans ces mesures et propose une évaluation des investissements jugée nécessaire à la mise en œuvre du plan. Les réflexions qui ont conduit à l'élaboration par l'Algérie d'une stratégie de développement durable n'ont rien à voir avec les meilleures pratiques dans ce domaine. Les experts nationaux et internationaux qui ont contribué à ce processus ont veillé à ce que les réalités, les ressources, les capacités et les défis du pays soient pris en compte. Collectivement, le SNEDD 2018-2035 et le PNAEDD 2020-2024 offrent 7 axes stratégiques, 19 objectifs, 34 actions prioritaires et 100 indicateurs de rendement pour évaluer les avantages de ces actions au fil du temps et ajuster les politiques publiques en conséquence. Ces documents apportent une vision inspirante : d'ici 2035, le peuple algérien bénéficiera de la réduction des inégalités sociales, de l'élimination des déséquilibres régionaux et d'une économie productive et compétitive dans le contexte du développement durable et de la conservation de l'environnement. Teh est réalisée par le Gouvernement et ses partenaires pour assurer la gestion et la conservation des ressources naturelles au profit des générations futures, pour protéger les terres agricoles et le patrimoine hydraulique public, en protégeant les écosystèmes, en luttant contre la désertification, la pollution et les troubles, la gestion intégrée des déchets et l'investissement dans l'économie verte. Le passage de la réflexion à la mise en œuvre : le véritable défi que cet exercice de planification stratégique avait pris de sens pour mettre le gouvernement algérien sur la voie du développement durable. Toutefois, l'adoption et la mise en œuvre officielles du SNEDD et du PNAEDD n'ont pas encore été effectuées. Pour ce faire, le gouvernement aura besoin d'une coopération intersectorielle, interinstitution et multi-niveaux (micro, méso et macro) et d'un soutien public étroit. Pour assurer son succès et promouvoir la contribution des groupes d'intérêt, des autorités locales, du secteur privé et de tous les citoyens, il faudra la diffusion généralisée du SNEDD et de la NNAEDD au sein du Gouvernement et de l'ensemble de la population. Cette planification stratégique ne peut se traduire en action que si elle est formellement adoptée et, surtout, mise en œuvre par le gouvernement et l'Assemblée nationale. Trop souvent, les décideurs acceptent et négligent les documents politiques. Cependant, seule une bonne exécution des actions planifiées peut vraiment faire une différence. Le financement de ce paquet global d'incitations devrait également être reflété dans la prochaine loi de finances et être basé sur une grande partie du budget de l'État. Le projet PNAEDD prévoit des investissements annuels des secteurs public et privé de 3 700 millions de dollars EU, soit seulement 2,2 % du PIB en 2017 au cours des cinq prochaines années. Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des activités gouvernementales, l'Institut national de la statistique et l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable devront documenter avec les ministères concernés les indicateurs déjà identifiés et développer un système rigoureux de suivi et d'évaluation. En renforçant son approche du développement durable, l'Algérie sera en mesure d'améliorer la position de ses citoyens et de leur offrir un avenir très prometteur, tout en contribuant aux réalisations des Nations Unies en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique. Elle permettra également au gouvernement algérien de répondre aux grandes aspirations de son peuple et de se positionner du bon côté de l'histoire : du côté de ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour réaliser le développement sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Page 2 En raison du changement climatique, le stress hydrique, déjà grave, devrait continuer de s'aggraver au Maroc. Le Programme national d'eau potable et d'irrigation (EPPI) pour la durée de 2020-2027 vise à améliorer l'approvisionnement en eau du pays et à renforcer la résilience du territoire à l'approvisionnement en eau. Présenté par le ministre de l'Équipement, des Transports, de la Logistique et des Ressources en eau, le programme mobilisera 12 milliards de dollars pour investir dans la consolidation et la diversification des sources d'approvisionnement, le renforcement de la sécurité de l'eau du pays et la lutte contre le changement climatique. Pour renforcer la capacité nationale en eau, la PNAEI construira vingt grands barrages, qui devraient stocker 27,3 milliards de m3 d'eau. 909 autres sites ont également été identifiés pour la construction de petits barrages, qui feront l'objet de recherches techniques et environnementales pour leur construction éventuelle. La diversification des sources d'eau comprendra également la construction de nombreuses usines de dessalement pour approvisionner les villes d'Agadir et de Grand Casablanca, ainsi que pour renforcer la capacité d'irrigation du pays. La réutilisation des eaux usées dans le secteur agricole sera également améliorée et un programme d'information sera mis en œuvre pour mieux gérer l'utilisation directe de l'eau par la population. Le programme vise également à accroître l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales afin d'améliorer l'accès aux régions qui ne disposent pas en grande partie des besoins agricoles et domestiques. Je ne peux pas. Source de l'image : Wikimedia Commons Creative Commons Page 3 Towards Better Water Management in Tunisia A eu un impact significatif sur le stress hydrique en Tunisie depuis plusieurs années. Les faibles ressources en eau du pays et les précipitations irrégulières, exacerbées par le changement climatique, poussent les autorités tunisiennes à améliorer la gestion de l'eau. Dans le contexte du réchauffement climatique et de l'augmentation de la consommation d'eau dans le pays, la pénurie d'eau est attendue à partir de 2024 pour la Grande Tunisie. Plus alarmant encore est la situation dans le sud du pays, où des pénuries pourraient survenir dès 2020 dans les régions du Sahel et de Sfax, ainsi que dans la région de Cap-Bon. Ces projections obligent l'État tunisien et la Société nationale de gestion et de distribution de l'eau (SONEDE) à continuer d'investir dans les programmes d'eau potable. SONEDE implémente plusieurs améliorer sa chaîne d'approvisionnement et ses installations partout au pays et sensibiliser les utilisateurs. Des infrastructures ont été mises en place pour transférer l'eau des zones les plus humides vers les grandes villes côtières et les zones déficitaires, ainsi que la réhabilitation et la construction de nombreuses usines de dessalement pour le développement des sources d'eau. L'utilisation accrue des compteurs pour une meilleure gestion et distribution de l'eau favorise également les différents projets créés par SONEDE. Ces différents projets visent à répondre aux besoins en eau du pays d'ici 2030 en augmentant la production pour les besoins du pays, en diversifiant les ressources et en réduisant l'exploitation des eaux souterraines dans le sud du pays. Je ne peux pas. Source de l'image: Wikimedia Commons Licence Creative Commons Page 4 La Tunisie est le pays autour de la Méditerranée le plus touché par le changement climatique. Le stress hydrique est particulièrement prononcé, et le pays est l'une des régions où la pénurie d'eau est la plus élevée. De l'industrie textile à l'agriculture, en passant par la consommation intérieure et le tourisme, la demande en eau augmente rapidement et accroît la pression sur les ressources nationales limitées. Pour la résilience du territoire au changement climatique et en particulier à la sécheresse, le projet Reverdir Tunisie, lancé en 2013, promeut un modèle d'agriculture adapté au changement climatique. Le projet est né d'une initiative civile entre l'Institut supérieur des sciences biologiques appliquées en Tunisie (ISSBAT) et des associations environnementales liées aux questions environnementales. L'objectif principal est de lutter contre le changement climatique par des méthodes agro-environnementales productives et durables qui permettent à l'utilisation des terres de se poursuivre au fil du temps et de préserver l'environnement. Ce modèle favorise la création d'oasis forestières et l'utilisation de méthodes d'irrigation agricoles traditionnelles sans utilisation d'engrais chimiques et de pesticides qui épuisent les sols. Les oasis forestières développées sont un mélange d'arbres fruitiers et forestiers combiné au modèle générique des bidons d'irrigation. L'introduction d'arbres forestiers dans ces oasis devrait, entre autres, enrichir le sol de nitrates et de phosphore. La création de cette nouvelle assemblée spatiale vise à lutter contre les effets du réchauffement et sur la résilience du territoire face à la dégradation des sols et à la perte de biodiversité. L'avantage de ce modèle est qu'il permet le développement du système d'irrigation les eaux usées et ainsi réduire la pression sur les ressources tout en développant la structure agricole du pays. Le projet vise également à sensibiliser les jeunes à l'environnement en mobilisant une jeune génération plus sensible à l'environnement. Par exemple, des projets pilotes sont menés dans les écoles, les collèges et les écoles secondaires, tels que Marath ou zarat et AT ISSBAT, afin de sensibiliser les élèves et d'éduquer les élèves de l'Institut pour le développement durable. Au total, six oasis forestières ont été développées avec des écoles qui les suivent. La participation d'ISSBAT au projet devrait également améliorer la performance du modèle en trouvant l'innovation et en l'élargissant à plus grande échelle. À long terme, l'ambition est de restaurer les sols dégradés, de maintenir les besoins en eau, d'assurer la sécurité alimentaire à long terme du pays, de sensibiliser l'environnement et de protéger la biodiversité. Je ne peux pas. Source de l'image : Wikimedia Commons Creative Commons Page 5 Malgré la découverte récente de réserves de pétrole et de gaz au large des côtes libanaises, le pays n'a pas exploité les ressources en combustibles fossiles et doit importer 99 % de ses besoins énergétiques. En termes de production, la majeure partie de l'électricité disponible est le résultat du traitement du pétrole et du diesel par diverses centrales électriques exploitées par l'électricité libanaise (EDL). Dans un contexte économique tendu, le Liban souffre d'un manque d'infrastructures dans le secteur de l'électricité. La mauvaise qualité du réseau et la production insuffisante par rapport aux besoins sont à l'origine de nombreuses pannes d'électricité qui sont fréquentes dans le pays. Le gouvernement veut réduire l'utilisation du pétrole et du gaz dans la production totale d'électricité en favorisant les sources d'énergie renouvelables et en améliorant l'état de production d'électricité par rapport à la demande. De ce point de vue, la Banque centrale du Liban (BDL) a lancé en 2010 l'Action nationale sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (NEERA) pour soutenir l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur privé et parmi les particuliers. En outre, fourni par le Ministère de l'énergie et des ressources en eau et le Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC) et financé par l'Union européenne. NEERA est un mécanisme de financement vert qui subventionne les projets solaires, éoliens, de biomasse et hydroélectriques pour le développement de sources d'énergie renouvelables dans le pays et contribue aux mesures d'efficacité énergétique. Ce mécanisme développe le financement du développement durable taux de prêt de 0,6 % sur une période de 14 ans par les banques commerciales nationales pour le secteur privé et les particuliers. Depuis sa création, plus de 780 projets ont été financés pour un total de près de 465 millions de dollars. Par exemple, un projet financé par neera a impliqué l'installation de 120 capteurs solaires à l'hôpital Ghataoui de Beyrouth, qui a été endommagé lors d'une explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020. Toutefois, la solution mise en œuvre a entraîné une réduction de la consommation d'énergie de 163 000 kWh par an et de 75 tCO2. Ainsi, la plate-forme financière nationale nous permet de contribuer au dynamisme de l'économie libanaise en développant des projets d'énergie renouvelable et en assurant une croissance plus verte. NEERA réduit également la pression énergétique sur l'entreprise publique en produisant de l'électricité directement par le secteur privé et privé grâce à l'utilisation de panneaux photovoltaïques, en particulier, et améliore ainsi l'efficacité du réseau énergétique. Je ne peux pas. Source de l'image : Licence Wikimedia Commons Creative Commons ministère de l'environnement et du développement durable algerie. environnement et développement durable algerie pdf

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, tel qu'il est contenu dans le rapport de la Commission mondiale des Nations Unies pour l'environnement et le développement, connu sous le nom de rapport Brundtland, dont le terme est apparu pour la première fois en 1987. Le développement durable est considéré par les experts comme une nouvelle perception de l'intérêt commun appliqué à la croissance économique et révisé à l'échelle mondiale pour tenir compte des aspects environnementaux et sociaux de la planète mondialisée. Elle est devenue la matrice d'une économie universelle où les frontières entre états n'existent plus. Cette nouvelle vision est une exigence vitale que l'avenir est en jeu aujourd'hui. Il est donc essentiel d'expliquer à la population les enjeux et les implications économiques de la solidarité citoyenne. Aujourd'hui, le commerce responsable et équitable, la solidarité touristique, le tri sélectif, le recyclage et le recyclage des déchets et les énergies renouvelables sont considérés comme des activités économiques qui offrent des alternatives au changement et au soutien de l'ensemble de la population à travers le monde. Ces niches rapportent des milliards de dollars, et de nombreux pays du sud ont profité de ces opportunités, malheureusement non négligeables, et non de l'Algérie, le plus grand pays d'Afrique, et ce malgré la splendeur de ses sites, la fertilité de ses plaines et la fertilité de ses montagnes, ainsi que son soleil de feu. L'économie de la solidarité, modèle pour l'Algérie d'aujourd'hui, est tiré par un modèle de développement basé principalement sur des ressources naturelles limitées, un partage des richesses écologiquement très pollué et injuste, ajoutant à la crise financière à laquelle est confronté l'ensemble du pays causé par cette dépendance à une seule ressource dont les revenus ont baissé ces dernières années et qui ont eu de graves conséquences pour l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie quotidienne. l'avenir du pays dans une position incertaine. Bien qu'il ne manque pas de réunions, de conférences, de débats, de forums et de foires publicitaires sur la façon de sortir de cette dépendance aux combustibles fossiles, et même si une décision est prise sur la nécessité d'une alternative économique, la volonté d'apporter des changements et de sortir de cette situation, l'État n'a pas encore été en mesure de développer une stratégie de développement fiable, sachant que les actifs sont divers et diversifiés et juste en attente de leur Sinon. Lors d'un récent symposium à l'Université Muludja Maameri de Tisi Uzu intitulé L'économie de la solidarité, les intervenants ont noté que la stratégie de développement durable de l'État était insuffisante et audacieuse, puisque les entreprises algériennes n'étaient liées par aucun avantage ou n'étaient pas du tout impliquées dans le développement durable, et que les inégalités réelles et l'écart de développement entre elles étaient visibles et remarquables à l'œil nu, qui conduisent systématiquement à l'inégalité sociale. Par conséquent, si une stratégie nationale de développement durable réussie est possible, les politiques doivent être fondées sur les nouvelles réalités mondiales du changement climatique, de la déforestation, de la perte de biodiversité et des écosystèmes, des inégalités socio-économiques entre les populations et les régions. Ils devraient se concentrer sur une économie verte et équitable et offrir un plan commun à tous les acteurs économiques et les aider à structurer leurs projets de développement durable. Ainsi, une stratégie bien étudiée qui tienne compte des réalités sociales, économiques, culturelles et environnementales du pays assurerait le développement d'une économie rationnelle dans l'exploitation des ressources naturelles, une répartition équitable des richesses, la protection de l'environnement et une vie saine pour tous. Toutefois, l'adoption d'une telle stratégie de développement et la création de divers ministères concernés semblent par tous les moyens constituer une étape importante vers l'examen approprié du développement durable par le Gouvernement algérien. L'économie algérienne est confrontée à d'importants défis en raison de sa forte dépendance à l'égard des hydrocarbures, qui représentent 37 pour cent du produit intérieur brut, 60 pour cent des recettes et 97 pour cent des recettes d'exportation. Dans le même temps, l'Algérie est confrontée à une urbanisation rapide, à une surexploitation de ses ressources naturelles et à un risque élevé de tremblements de terre, d'inondations et d'incendies affectant la qualité de vie de ses citoyens. La riche biodiversité du pays est vulnérable à diverses pressions d'origine humaine, ainsi qu'à la désertification et à l'érosion des zones côtières, phénomènes exacerbés par le changement climatique. Ces dernières années, l'Algérie s'est concentrée sur la création des conditions d'une meilleure gestion des questions environnementales grâce à de nombreuses mesures de conservation et de protection. Le PNUD contribue aux efforts du Gouvernement algérien pour l'accent sur le soutien des changements structurels en faveur du développement durable. Le PNUD contribue à renforcer la capacité des principaux acteurs nationaux et locaux à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des plans de gestion durable pour les écosystèmes naturels et urbains afin d'accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Qu'en est-il du développement durable en Algérie ? Sofiane Baba et Sofiane Baba sont professeurs de gestion stratégique à l'École de gestion de Sherbrooke. Ses recherches portent, entre autres, sur la gestion du développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Jacob Prescott est consultant international en développement durable et professeur auxiliaire à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est l'un des principaux architectes de la stratégie biodiversité et de la première stratégie de développement durable du Québec et assiste le gouvernement algérien dans son approche du développement durable. La façon dont les sociétés modernes perçoivent le développement économique et la création de richesses n'est plus socialement et écologiquement viable. Bien que ce ne soit pas récent, l'urgence est palpable. Les inégalités inquiétantes, les émissions de gaz à effet de serre, la pollution des sols, l'acidification de l'eau, l'érosion de la biodiversité et les déchets sont autant de questions qui remettent en question la cohabitation, la viabilité de nos sociétés, voire la vie humaine sur Terre. L'Algérie n'a pas fait exception à cette réalité et, en tant que pays émergent, doit élaborer une stratégie claire pour le développement durable. Par-dessus tout, elle doit être intégrée dans tous les domaines politiques et accompagnée d'investissements importants pour faciliter sa mise en œuvre. C'est souvent à ce niveau que les pays sont incapables d'entrer sur la voie du développement durable. En 2015, l'Algérie a adopté 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Le pays a également ratifié l'accord historique de Paris (cop 21, 2015) et s'est engagé à contribuer aux efforts collectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter au changement climatique. Toutefois, ces engagements peinent à s'intégrer dans une perspective plus holistique qui répond aux attentes de la population. Par exemple, dans le contexte de l'annonce récente de la reprise de l'exploitation du gaz de schiste sans aucun débat social ou politique, nous pouvons continuer à remettre en question la durabilité du développement de l'Algérie. Néanmoins, les grandes lignes de la stratégie ont déjà été mises en œuvre dans cette direction. développement durable pour 2018-2035. Le contexte sociopolitique récent du pays ignore cette stratégie importante, qui est très conforme aux aspirations du peuple algérien, exprimée en particulier par l'hirac. Dans cette contribution, nous voudrions rappeler les contours du projet de stratégie nationale de développement durable, souligner son importance et le conclure par quelques recommandations selon lesquelles l'Algérie serait pleinement sur la voie du développement durable. La Stratégie nationale de développement durable et son plan d'action pour la période 2016-2018, grâce au soutien technique du Programme algérien d'appui aux politiques du secteur en Algérie (PAPSE) et au soutien financier de l'Union européenne, le Ministère algérien de l'environnement et des énergies renouvelables (MEER), ont élaboré un projet de stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable (SNEDD) et mis à jour le Plan national d'action pour l'environnement et le développement durable (NEDP). Ces documents d'orientation, qui sont actuellement examinés par le Gouvernement, sont le résultat d'efforts conjoints importants au sein de l'IER et au niveau interinstitutionnel. Ils constituent la base des programmes budgétaires du MEER et de ses principaux partenaires dans l'approche nationale du développement durable. Cette stratégie nationale de développement durable est née après trois phases impliquant de nombreux scientifiques, dirigeants et experts, tant nationaux qu'internationaux. Dans la première phase en 2016 et 2017, les membres du Comité stratégique meer et les membres du Comité national d'examen de la PNAEDD se sont mis d'accord sur un cadre stratégique pour le SNEDD et son PNAEDD quinquennal. Présentée comme une structure synoptique, cette structure stratégique identifie les principaux thèmes et axes, objectifs, actions et activités que le gouvernement considère comme une priorité d'ici 2035. Ce premier travail a jeté les bases d'une compréhension commune de ce que devrait être le développement durable en Algérie. Dans la deuxième phase, après la mobilisation d'un expert international en juillet 2018, le projet SNEDD a été développé. Sur la base du cadre stratégique et à la lumière de la Constitution nationale, de la présidence du Programme de la République et du nouveau modèle de croissance économique, le pays du SNEDD propose un concept et des objectifs de développement reflétant à la fois les aspirations nationales de l'Algérie et les obligations environnementales internationales. développement durable. La Stratégie nationale algérienne pour l'environnement et le développement durable rappelle les huit principes généraux de protection de l'environnement consacrés par la loi algérienne en 2003, sur lesquels le Gouvernement est tenu de fonder ses actions. Le SNEDD prend également en compte les objectifs exprimés dans diverses stratégies et plans d'action nationaux de l'industrie en matière d'environnement et de développement durable, et se présente comme un outil de planification stratégique intégratif. Le SNEDD s'appuie sur l'économie verte et circulaire comme moyen de développement économique et de diversification pour améliorer la qualité de vie de tous les Algériens en termes d'égalité et de lutte contre les inégalités. Il met l'accent sur la sécurité alimentaire, la résistance à la désertification et au changement climatique, la préservation du capital naturel national et une meilleure gouvernance. Dans la troisième et dernière phase de l'automne 2018, le gouvernement algérien PNAEDD a été mis à jour conformément à la loi sur l'environnement. Ce projet de plan d'action, élaboré en consultation avec les ministères, les branches et les agences intéressées, est basé sur les dernières données sur l'état de l'environnement et les principaux problèmes environnementaux et socio-économiques de l'Algérie. Il donne un aperçu des coûts des dommages environnementaux causés par les activités humaines et du coût du rétablissement. La PNAEDD mise à jour identifie les actions prioritaires et les activités clés prévues pour les cinq prochaines années. Il identifie les intervenants impliqués dans ces mesures et propose une évaluation des investissements jugée nécessaire à la mise en œuvre du plan. Les réflexions qui ont conduit à l'élaboration par l'Algérie d'une stratégie de développement durable n'ont rien à voir avec les meilleures pratiques dans ce domaine. Les experts nationaux et internationaux qui ont contribué à ce processus ont veillé à ce que les réalités, les ressources, les capacités et les défis du pays soient pris en compte. Collectivement, le SNEDD 2018-2035 et le PNAEDD 2020-2024 offrent 7 axes stratégiques, 19 objectifs, 34 actions prioritaires et 100 indicateurs de rendement pour évaluer les avantages de ces actions au fil du temps et ajuster les politiques publiques en conséquence. Ces documents apportent une vision inspirante : d'ici 2035, le peuple algérien bénéficiera de la réduction des inégalités sociales, de l'élimination des déséquilibres régionaux et d'une économie productive et compétitive dans le contexte du développement durable et de la conservation de l'environnement. Teh est réalisée par le Gouvernement et ses partenaires pour assurer la gestion et la conservation des ressources naturelles au profit des générations futures, pour protéger les terres agricoles et le patrimoine hydraulique public, en protégeant les écosystèmes, en luttant contre la désertification, la pollution et les troubles, la gestion intégrée des déchets et l'investissement dans l'économie verte. Le passage de la réflexion à la mise en œuvre : le véritable défi que cet exercice de planification stratégique avait pris de sens pour mettre le gouvernement algérien sur la voie du développement durable. Toutefois, l'adoption et la mise en œuvre officielles du SNEDD et du PNAEDD n'ont pas encore été effectuées. Pour ce faire, le gouvernement aura besoin d'une coopération intersectorielle, interinstitution et multi-niveaux (micro, méso et macro) et d'un soutien public étroit. Pour assurer son succès et promouvoir la contribution des groupes d'intérêt, des autorités locales, du secteur privé et de tous les citoyens, il faudra la diffusion généralisée du SNEDD et de la NNAEDD au sein du Gouvernement et de l'ensemble de la population. Cette planification stratégique ne peut se traduire en action que si elle est formellement adoptée et, surtout, mise en œuvre par le gouvernement et l'Assemblée nationale. Trop souvent, les décideurs acceptent et négligent les documents politiques. Cependant, seule une bonne exécution des actions planifiées peut vraiment faire une différence. Le financement de ce paquet global d'incitations devrait également être reflété dans la prochaine loi de finances et être basé sur une grande partie du budget de l'État. Le projet PNAEDD prévoit des investissements annuels des secteurs public et privé de 3 700 millions de dollars EU, soit seulement 2,2 % du PIB en 2017 au cours des cinq prochaines années. Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des activités gouvernementales, l'Institut national de la statistique et l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable devront documenter avec les ministères concernés les indicateurs déjà identifiés et développer un système rigoureux de suivi et d'évaluation. En renforçant son approche du développement durable, l'Algérie sera en mesure d'améliorer la position de ses citoyens et de leur offrir un avenir très prometteur, tout en contribuant aux réalisations des Nations Unies en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique. Elle permettra également au gouvernement algérien de répondre aux grandes aspirations de son peuple et de se positionner du bon côté de l'histoire : du côté de ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour réaliser le développement sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Page 2 En raison du changement climatique, le stress hydrique, déjà grave, devrait continuer de s'aggraver au Maroc. Le Programme national d'eau potable et d'irrigation (EPPI) pour la durée de 2020-2027 vise à améliorer l'approvisionnement en eau du pays et à renforcer la résilience du territoire à l'approvisionnement en eau. Présenté par le ministre de l'Équipement, des Transports, de la Logistique et des Ressources en eau, le programme mobilisera 12 milliards de dollars pour investir dans la consolidation et la diversification des sources d'approvisionnement, le renforcement de la sécurité de l'eau du pays et la lutte contre le changement climatique. Pour renforcer la capacité nationale en eau, la PNAEI construira vingt grands barrages, qui devraient stocker 27,3 milliards de m3 d'eau. 909 autres sites ont également été identifiés pour la construction de petits barrages, qui feront l'objet de recherches techniques et environnementales pour leur construction éventuelle. La diversification des sources d'eau comprendra également la construction de nombreuses usines de dessalement pour approvisionner les villes d'Agadir et de Grand Casablanca, ainsi que pour renforcer la capacité d'irrigation du pays. La réutilisation des eaux usées dans le secteur agricole sera également améliorée et un programme d'information sera mis en œuvre pour mieux gérer l'utilisation directe de l'eau par la population. Le programme vise également à accroître l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales afin d'améliorer l'accès aux régions qui ne disposent pas en grande partie des besoins agricoles et domestiques. Je ne peux pas. Source de l'image : Wikimedia Commons Creative Commons Page 3 Towards Better Water Management in Tunisia A eu un impact significatif sur le stress hydrique en Tunisie depuis plusieurs années. Les faibles ressources en eau du pays et les précipitations irrégulières, exacerbées par le changement climatique, poussent les autorités tunisiennes à améliorer la gestion de l'eau. Dans le contexte du réchauffement climatique et de l'augmentation de la consommation d'eau dans le pays, la pénurie d'eau est attendue à partir de 2024 pour la Grande Tunisie. Plus alarmant encore est la situation dans le sud du pays, où des pénuries pourraient survenir dès 2020 dans les régions du Sahel et de Sfax, ainsi que dans la région de Cap-Bon. Ces projections obligent l'État tunisien et la Société nationale de gestion et de distribution de l'eau (SONEDE) à continuer d'investir dans les programmes d'eau potable. SONEDE implémente plusieurs améliorer sa chaîne d'approvisionnement et ses installations partout au pays et sensibiliser les utilisateurs. Des infrastructures ont été mises en place pour transférer l'eau des zones les plus humides vers les grandes villes côtières et les zones déficitaires, ainsi que la réhabilitation et la construction de nombreuses usines de dessalement pour le développement des sources d'eau. L'utilisation accrue des compteurs pour une meilleure gestion et distribution de l'eau favorise également les différents projets créés par SONEDE. Ces différents projets visent à répondre aux besoins en eau du pays d'ici 2030 en augmentant la production pour les besoins du pays, en diversifiant les ressources et en réduisant l'exploitation des eaux souterraines dans le sud du pays. Je ne peux pas. Source de l'image: Wikimedia Commons Licence Creative Commons Page 4 La Tunisie est le pays autour de la Méditerranée le plus touché par le changement climatique. Le stress hydrique est particulièrement prononcé, et le pays est l'une des régions où la pénurie d'eau est la plus élevée. De l'industrie textile à l'agriculture, en passant par la consommation intérieure et le tourisme, la demande en eau augmente rapidement et accroît la pression sur les ressources nationales limitées. Pour la résilience du territoire au changement climatique et en particulier à la sécheresse, le projet Reverdir Tunisie, lancé en 2013, promeut un modèle d'agriculture adapté au changement climatique. Le projet est né d'une initiative civile entre l'Institut supérieur des sciences biologiques appliquées en Tunisie (ISSBAT) et des associations environnementales liées aux questions environnementales. L'objectif principal est de lutter contre le changement climatique par des méthodes agro-environnementales productives et durables qui permettent à l'utilisation des terres de se poursuivre au fil du temps et de préserver l'environnement. Ce modèle favorise la création d'oasis forestières et l'utilisation de méthodes d'irrigation agricoles traditionnelles sans utilisation d'engrais chimiques et de pesticides qui épuisent les sols. Les oasis forestières développées sont un mélange d'arbres fruitiers et forestiers combiné au modèle générique des bidons d'irrigation. L'introduction d'arbres forestiers dans ces oasis devrait, entre autres, enrichir le sol de nitrates et de phosphore. La création de cette nouvelle assemblée spatiale vise à lutter contre les effets du réchauffement et sur la résilience du territoire face à la dégradation des sols et à la perte de biodiversité. L'avantage de ce modèle est qu'il permet le développement du système d'irrigation les eaux usées et ainsi réduire la pression sur les ressources tout en développant la structure agricole du pays. Le projet vise également à sensibiliser les jeunes à l'environnement en mobilisant une jeune génération plus sensible à l'environnement. Par exemple, des projets pilotes sont menés dans les écoles, les collèges et les écoles secondaires, tels que Marath ou zarat et AT ISSBAT, afin de sensibiliser les élèves et d'éduquer les élèves de l'Institut pour le développement durable. Au total, six oasis forestières ont été développées avec des écoles qui les suivent. La participation d'ISSBAT au projet devrait également améliorer la performance du modèle en trouvant l'innovation et en l'élargissant à plus grande échelle. À long terme, l'ambition est de restaurer les sols dégradés, de maintenir les besoins en eau, d'assurer la sécurité alimentaire à long terme du pays, de sensibiliser l'environnement et de protéger la biodiversité. Je ne peux pas. Source de l'image : Wikimedia Commons Creative Commons Page 5 Malgré la découverte récente de réserves de pétrole et de gaz au large des côtes libanaises, le pays n'a pas exploité les ressources en combustibles fossiles et doit importer 99 % de ses besoins énergétiques. En termes de production, la majeure partie de l'électricité disponible est le résultat du traitement du pétrole et du diesel par diverses centrales électriques exploitées par l'électricité libanaise (EDL). Dans un contexte économique tendu, le Liban souffre d'un manque d'infrastructures dans le secteur de l'électricité. La mauvaise qualité du réseau et la production insuffisante par rapport aux besoins sont à l'origine de nombreuses pannes d'électricité qui sont fréquentes dans le pays. Le gouvernement veut réduire l'utilisation du pétrole et du gaz dans la production totale d'électricité en favorisant les sources d'énergie renouvelables et en améliorant l'état de production d'électricité par rapport à la demande. De ce point de vue, la Banque centrale du Liban (BDL) a lancé en 2010 l'Action nationale sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (NEERA) pour soutenir l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur privé et parmi les particuliers. En outre, fourni par le Ministère de l'énergie et des ressources en eau et le Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC) et financé par l'Union européenne. NEERA est un mécanisme de financement vert qui subventionne les projets solaires, éoliens, de biomasse et hydroélectriques pour le développement de sources d'énergie renouvelables dans le pays et contribue aux mesures d'efficacité énergétique. Ce mécanisme développe le financement du développement durable taux de prêt de 0,6 % sur une période de 14 ans par les banques commerciales nationales pour le secteur privé et les particuliers. Depuis sa création, plus de 780 projets ont été financés pour un total de près de 465 millions de dollars. Par exemple, un projet financé par neera a impliqué l'installation de 120 capteurs solaires à l'hôpital Ghataoui de Beyrouth, qui a été endommagé lors d'une explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020. Toutefois, la solution mise en œuvre a entraîné une réduction de la consommation d'énergie de 163 000 kWh par an et de 75 tCO2. Ainsi, la plate-forme financière nationale nous permet de contribuer au dynamisme de l'économie libanaise en développant des projets d'énergie renouvelable et en assurant une croissance plus verte. NEERA réduit également la pression énergétique sur l'entreprise publique en produisant de l'électricité directement par le secteur privé et privé grâce à l'utilisation de panneaux photovoltaïques, en particulier, et améliore ainsi l'efficacité du réseau énergétique. Je ne peux pas. Source de l'image : Licence Wikimedia Commons Creative Commons ministère de l'environnement et du développement durable algerie. environnement et développement durable algerie pdf

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, tel qu'il est contenu dans le rapport de la Commission mondiale des Nations Unies pour l'environnement et le développement, connu sous le nom de rapport Brundtland, dont le terme est apparu pour la première fois en 1987. Le développement durable est considéré par les experts comme une nouvelle perception de l'intérêt commun appliqué à la croissance économique et révisé à l'échelle mondiale pour tenir compte des aspects environnementaux et sociaux de la planète mondialisée. Elle est devenue la matrice d'une économie universelle où les frontières entre états n'existent plus. Cette nouvelle vision est une exigence vitale que l'avenir est en jeu aujourd'hui. Il est donc essentiel d'expliquer à la population les enjeux et les implications économiques de la solidarité citoyenne. Aujourd'hui, le commerce responsable et équitable, la solidarité touristique, le tri sélectif, le recyclage et le recyclage des déchets et les énergies renouvelables sont considérés comme des activités économiques qui offrent des alternatives au changement et au soutien de l'ensemble de la population à travers le monde. Ces niches rapportent des milliards de dollars, et de nombreux pays du sud ont profité de ces opportunités, malheureusement non négligeables, et non de l'Algérie, le plus grand pays d'Afrique, et ce malgré la splendeur de ses sites, la fertilité de ses plaines et la fertilité de ses montagnes, ainsi que son soleil de feu. L'économie de la solidarité, modèle pour l'Algérie d'aujourd'hui, est tiré par un modèle de développement basé principalement sur des ressources naturelles limitées, un partage des richesses écologiquement très pollué et injuste, ajoutant à la crise financière à laquelle est confronté l'ensemble du pays causé par cette dépendance à une seule ressource dont les revenus ont baissé ces dernières années et qui ont eu de graves conséquences pour l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie nationale et qui ont eu un impact dramatique sur l'économie quotidienne. l'avenir du pays dans une position incertaine. Bien qu'il ne manque pas de réunions, de conférences, de débats, de forums et de foires publicitaires sur la façon de sortir de cette dépendance aux combustibles fossiles, et même si une décision est prise sur la nécessité d'une alternative économique, la volonté d'apporter des changements et de sortir de cette situation, l'État n'a pas encore été en mesure de développer une stratégie de développement fiable, sachant que les actifs sont divers et diversifiés et juste en attente de leur Sinon. Lors d'un récent symposium à l'Université Muludja Maameri de Tisi Uzu intitulé L'économie de la solidarité, les intervenants ont noté que la stratégie de développement durable de l'État était insuffisante et audacieuse, puisque les entreprises algériennes n'étaient liées par aucun avantage ou n'étaient pas du tout impliquées dans le développement durable, et que les inégalités réelles et l'écart de développement entre elles étaient visibles et remarquables à l'œil nu, qui conduisent systématiquement à l'inégalité sociale. Par conséquent, si une stratégie nationale de développement durable réussie est possible, les politiques doivent être fondées sur les nouvelles réalités mondiales du changement climatique, de la déforestation, de la perte de biodiversité et des écosystèmes, des inégalités socio-économiques entre les populations et les régions. Ils devraient se concentrer sur une économie verte et équitable et offrir un plan commun à tous les acteurs économiques et les aider à structurer leurs projets de développement durable. Ainsi, une stratégie bien étudiée qui tienne compte des réalités sociales, économiques, culturelles et environnementales du pays assurerait le développement d'une économie rationnelle dans l'exploitation des ressources naturelles, une répartition équitable des richesses, la protection de l'environnement et une vie saine pour tous. Toutefois, l'adoption d'une telle stratégie de développement et la création de divers ministères concernés semblent par tous les moyens constituer une étape importante vers l'examen approprié du développement durable par le Gouvernement algérien. L'économie algérienne est confrontée à d'importants défis en raison de sa forte dépendance à l'égard des hydrocarbures, qui représentent 37 pour cent du produit intérieur brut, 60 pour cent des recettes et 97 pour cent des recettes d'exportation. Dans le même temps, l'Algérie est confrontée à une urbanisation rapide, à une surexploitation de ses ressources naturelles et à un risque élevé de tremblements de terre, d'inondations et d'incendies affectant la qualité de vie de ses citoyens. La riche biodiversité du pays est vulnérable à diverses pressions d'origine humaine, ainsi qu'à la désertification et à l'érosion des zones côtières, phénomènes exacerbés par le changement climatique. Ces dernières années, l'Algérie s'est concentrée sur la création des conditions d'une meilleure gestion des questions environnementales grâce à de nombreuses mesures de conservation et de protection. Le PNUD contribue aux efforts du Gouvernement algérien pour l'accent sur le soutien des changements structurels en faveur du développement durable. Le PNUD contribue à renforcer la capacité des principaux acteurs nationaux et locaux à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des plans de gestion durable pour les écosystèmes naturels et urbains afin d'accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Qu'en est-il du développement durable en Algérie ? Sofiane Baba et Sofiane Baba sont professeurs de gestion stratégique à l'École de gestion de Sherbrooke. Ses recherches portent, entre autres, sur la gestion du développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Jacob Prescott est consultant international en développement durable et professeur auxiliaire à l'Université du Québec à Chicoutimi.